



Parc de l'Aéroport
45, rue Jérémy Bentham
34470 Perols

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 78 AV DU PIREE 34000 MONTPELLEIR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA
MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars CPA

Pérois, le 20 juin 2024

PAUL MORANDI

Associé

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2023			Exercice clos le 31/12/22
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/23	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	71 602	56 452	15 150	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 172	11 538	4 635	5 496
Immobilisations corporelles en cours	70 529	64 765	5 764	5 586
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	668		668	668
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	158 971	132 755	26 217	11 750
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 760	4 249	116 511	160 713
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	479 399		479 399	406 318
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	31 669		31 669	36 188
Charges constatées d'avance	3 259		3 259	3 814
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	635 088	4 249	630 839	607 033
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	794 059	137 004	657 056	618 782

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/23	Exercice clos le 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		10 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	60 315	13 691
Excédent ou déficit de l'exercice	1 431	46 624
SITUATION NETTE	61 746	70 315
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	11 346	5 566
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	73 092	75 881
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	68 096	62 283
TOTAL PROVISIONS (III)	68 096	62 283
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	5 181
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	472 628	362 922
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	43 161	47 476
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	79	40
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		65 000
TOTAL DETTES (III)	515 869	480 619
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	657 056	618 782

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	172	255	-83	-32%
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	236 756	320 691	-83 936	-26%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	831 700	856 912	-25 212	-3%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats	75 900	76 800	-900	-1%
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	45 782	31 525	14 257	45%
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	165	228	-63	-28%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 190 474	1 286 411	-95 937	-7%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	838 001	888 990	-50 989	-6%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	11 363	14 752	-3 389	-23%
Salaires et traitements	239 518	230 270	9 248	4%
Charges sociales	85 135	86 218	-1 084	-1%
Dotations aux amortissements	6 342	11 321	-4 979	-44%
Dotations aux provisions	8 403	5 337	3 066	57%
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	3 581	3 570	12	0%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 192 344	1 240 457	-48 114	-4%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 869	45 954	-47 823	-104%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 096	54	1 042	1944%
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	1 096	54	1 042	1944%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	25	151	-126	-83%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	25	151	-126	-83%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	1 071	-97	1 168	1201%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-798	45 857	-46 655	-102%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		183	-183	-100%
Sur opérations en capital	2 480	584	1 896	325%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	2 480	767	1 713	223%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	250		250	
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	250		250	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 230	767	1 463	191%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 194 050	1 287 232	-93 182	-7%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	1 192 619	1 240 608	-47 989	-4%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	1 431	46 624	-45 193	-97%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	36 400	36 400		
Bénévolat		34 350	-34 350	-100%
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	36 400	70 750	-34 350	-49%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	36 400	36 400		
Prestations en nature				
Personnel bénévole		34 350	-34 350	-100%
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	36 400	70 750	-34 350	-49%

ANNEXE

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Notre association a pour but de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, et en particulier de concevoir et réaliser un festival de cinéma qui lui serait principalement consacré, de produire ou coproduire, dans le cadre du festival, des œuvres audiovisuelles ou des spectacles vivants. Elle pourra produire ou coproduire d'autres manifestations dans le domaine du cinéma et veiller à leur diffusion.

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2023 ont été établis selon les normes définies par le plan relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, arrêté ministériel du 26/12/2018. L'association est soumise aux règlements de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC N°2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Engagements retraite

Au 31/12/2023, les engagements retraite ont été évalués et comptabilisés pour 47 891 euros toutes charges comprises.

L'évaluation est effectuée selon le calcul simplifié recommandé par le CNC et repose sur une évaluation des indemnités à verser aux salariés à leur départ à la retraite valorisées avec un salaire actuel majoré des charges patronales.

Ce montant est pondéré au pro rata temporis de l'ancienneté actuelle par rapport à l'ancienneté maximale.

4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5. Chiffre d'affaires et ressources

Les ressources de l'association proviennent de :

Billetterie	129 K €	
Classes L	31 K €	
Vente de publicité	70 K €	
Autres ventes	6 K €	
Subventions	832 K €	
	Collectivités	762 K€
	CNC	68 K€
	Institut français Madrid et rec	2 K€
Mécénat	76 K €	
Autres produits	46 K €	

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Contributions volontaires

Les prestations bénévoles n'ont pas été évaluées cette année faut d'éléments probants, pour information en 2022 elles étaient évaluées à 34350 euros soit 2290 heures environ. Nous estimons être dans le même ordre de grandeur en 2023. Les mises à dispositions gratuites sont évaluées à 36K€ : il s'agit de la valeur locative annuelle estimée des locaux mis à disposition par la Ville de Montpellier.

8. Effectif

L'effectif moyen global est de 6,29.

Ventilation par catégorie de l'effectif moyen :	cadres CDI 2,2
	Non cadres CDI 0,78
	CDD production festival 2,67
	CDD sur les 10 jours de festival 0,64

9. Rémunérations des cadres

Information sur les rémunérations brutes 2023 des trois cadres les mieux rémunérés

Postes de directeur, responsable communication, administratrice

Montant brut global 110 344 euros

10. Engagements hors bilan

A la date de clôture, tous les prêts ont été remboursés, il n'y a plus d'engagement hors bilan.

11. Devises étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Une réflexion est menée sur le code APE applicable à l'association et la convention collective qui en résulte.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2023 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

La réflexion autour du code APE et de la convention collective est toujours en cours. Le choix qui en découlera pourra avoir un impact sur les comptes 2024.

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	10 000			10 000	
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	13 691	46 624			60 315
Excédent ou déficit de l'exercice	46 624	1 431		46 624	1 431
SITUATION NETTE	70 315	48 055		56 624	61 746
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 566		8 260	2 480	11 346
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	75 881	48 055	8 260	59 104	73 092

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 602		17 000			71 602	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	54 602		17 000			71 602	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencement des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriels	14 853		1 319			16 172	
Installations générales, agencements divers	35 075					35 075	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 965		2 490			35 455	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	82 893		3 809			86 702	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	668					668	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	668					668	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	138 162		20 809			158 971	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 602	1 850		56 452
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	54 602	1 850		56 452
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	9 358	2 180		11 538
Inst. générales, agencements, aménagements divers	35 075			35 075
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 378	2 312		29 690
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	71 810	4 492		76 302
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	126 412	6 342		132 754

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients	1 659	2 590		4 249
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	1 659	2 590		4 249

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	668		668
Clients douteux ou litigieux	6 463	3 500	
Autres créances clients	114 297	117 260	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	212	212	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	103 857	103 857	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	374 000	374 000	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 330	1 330	
Charges constatées d'avance	3 259	3 259	
TOTAL DES CRÉANCES	604 086	603 419	668

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires	42078	5813		47891
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	20205			20205
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	62283	5813		68096

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	0	0		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	472 628	472 628		
Personnel et comptes rattachés	14 528	14 528		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 503	14 503		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	7 664	7 664		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	6 466	6 466		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	79	79		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	515 869	515 869		

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	3259
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	3259

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 518
Dettes fiscales et sociales	26 011
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	125 529

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	

IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL

	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
TOTAL GÉNÉRAL				

ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL

	Redevances payées à l'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	À plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
TOTAL GÉNÉRAL						

